

# cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 288 - VENDREDI 15 AVRIL 2016

## PÂQUERETTE ÉVEILLÉE

Les histoires présidentielles  
sont "à dormir debout".  
Suis pas fatigué !

## AGENDA MILITANT

→ 19 avril

Marseille [Panorama du Proche-Orient](#)  
Paris [Le patient au coeur  
de toute décision de fin de vie](#)

→ 21 avril

Toulouse [Palestine, la case prison](#)

→ 22 avril

Marseille [1336 jours Des Hauts Debats](#)  
[Mais Debout](#)

→ 22-24 avril

Saint-Nazaire - Pont de Ruan [La Coopérative  
traverse la France](#)

→ 22-29 avril

Rennes [Travail, galère, bonheur](#)

→ 27 avril

Montluçon [Égalité et Fraternité au coeur de  
tous les combats pour changer la société](#)

→ 28 avril

France [On ne lâche rien !](#)

→ 30 avril

Rennes [Journée nationale du droit d'asile](#)

À LIRE SUR  
[communistesunitaires.net](http://communistesunitaires.net)

→ Organisation

[PCF, l'heure des choix](#)

→ Luites féministes

[Maya Surduts, une présence](#)

## L'Union européenne et les migrants : une fuite en avant sécuritaire et raciste

En signant avec le gouvernement turc l'accord sur les migrants, les dirigeants européens ont cyniquement décidé de la mort de milliers de personnes et validé l'emprise du racisme en Europe. Cette décision couvre de son infamie l'ensemble des dirigeants européens, même si la position de la chancelière allemande est plus nuancée et que le gouvernement français est à la pointe de la réaction.

Les morts à venir ne sont pas seulement les migrants dont la Méditerranée ou la mer Egée va être le cercueil en raison de routes migratoires encore plus dangereuses. Il faut y ajouter les Kurdes régulièrement assassinés par les forces de l'État turc (ou ses irréguliers), c'est le cas en ce moment des civils kurdes dans des communes en état de siège (notamment Nusaybin). La reprise des négociations d'adhésion à l'UE dans le cadre de cet accord est plus qu'un élément dérisoire d'un deal honteux. C'est la légitimation d'un régime criminel en voie de mutation fascisante qui se traduit par une répression accrue.

Ce cynisme n'est pas seulement une forme de barbarie, c'est également une forme de sénilité. Le renforcement du régime turc, qui a contribué à la prospérité de Daesh, y compris sur son territoire, signifie celui de la crise au Proche-Orient donc de la cause de départ des migrants. Le renforcement du régime turc, qui a unilatéralement mis fin au processus de paix avec le PKK, signifie une escalade vers la guerre civile en Turquie même. Même si le HDP garde une position de défense de la paix, désormais, le PKK légitime des attaques, y compris de civils, dans les villes de l'Ouest du pays. La guerre est en train de devenir régionale et les dirigeants européens en portent une lourde responsabilité.

Cet accord est la preuve définitive que l'UE ne constitue en rien une garantie en ce qui concerne les droits humains face à la détermination des dirigeants européens. Avec le drame grec, cet accord montre l'épuisement des perspectives des dirigeants européens. Tout comme ils n'avaient plus que des recettes économiques éculées dont l'inefficacité est établie, ils n'ont plus pour perspective politique qu'une fuite en avant raciste et sécuritaire. Leur seul recours est l'ensemble des crises qu'ils provoquent... Développer une politique conséquente pour sortir de ces crises constitue un enjeu majeur pour le rapport de force en Europe et en France.

● Emre Öngün  
militant d'Ensemble !

## La gratuité, une tension vers l'émancipation

**La gratuité comme « issue à des impasses politiques qui, aujourd'hui congèlent nos espérances politiques », comme « boussole pour se guider à nouveaux frais sur les chemins de l'émancipation humaine », c'est la thèse que soutient, exemples à l'appui, Jean-Louis Sagot-Duvaouroux.**



Jean-Louis Sagot-Duvaouroux est philosophe, essayiste et directeur du Théâtre de Morsang-sur-Orge. Il a publié plusieurs ouvrages, dont : *On ne naît pas Noir, on le devient* (2004), *De la gratuité* (2006), *Émancipation* (2008, texte disponible sur [www.espaces-marx.net/spip.php?article294](http://www.espaces-marx.net/spip.php?article294)), *Ilotopie – Les utopies à l'épreuve de l'art* (2008) et avec Magali Giovannangeli, alors présidente de l'Agglo du pays d'Aubagne et de l'Étoile, *Liberté Égalité Gratuité*.

Ce dossier est issu de l'introduction par J.L. Sagot-Duvaouroux au débat sur l'« Éthique de la gratuité » dans le cadre de l'Université populaire d'Aubagne.

La question de la gratuité se pose aujourd'hui dans une situation relativement nouvelle et banalisée qui tient à l'évolution de notre société depuis une trentaine d'années : le système marchand a pris une puissance hégémonique sur l'ensemble des activités économiques de la planète, ce qui fait que la perception que l'on a de la richesse, des biens produits par notre activité, est comme « obnubilée » par cette représentation marchande.

Pour le Centre national des Arts de la rue à Marseille, Lieux Publics, j'avais réalisé un travail sur la gratuité de cette forme d'activité artistique, par nature gratuite puisqu'elle se place dans l'espace public où les gens viennent en libre accès. Étant allé voir Marylise Le Branchu, alors députée-maire de Morlaix, en Bretagne, où a lieu un festival des arts de la rue, je lui ai exposé la raison de ma présence, et elle m'a tout de suite interrompu : « *Vous parlez très mal parce que rien n'est gratuit* ». Je lui ai alors proposé le mot anglais *free*, qui signifie libre d'accès, mais je l'ai

aussi invitée à déposer un amendement à l'Assemblée nationale pour supprimer le mot « gratuit » des textes, notamment dans toutes les lois qui ont institué l'école gratuite. Jules Ferry, dont personne ne pense que c'était le fer de lance de la révolution prolétarienne, n'a nullement été gêné d'appeler l'école de la République école « gratuite » et de promulguer une loi spécifique sur la « gratuité » de l'école ! Il n'avait pas non plus la naïveté de penser que les Français croiraient que c'est gratuit : ceux-ci savaient parfaitement que cela avait un coût monétaire qui se retrouverait sur leur feuille d'impôt.

### La gratuité au centre de nos existences

Aujourd'hui, ce que suggère le mot « gratuit » est nié, avec, au fond, le consentement du plus grand nombre : puisqu'il est vrai que l'on paye, alors on ne peut pas dire que c'est gratuit.

Or la gratuité n'est pas la périphérie mais le centre de nos existences. Pour la plupart des êtres humains que ●●●

●●● je rencontre, quelle que soit leur opinion politique ou leur position dans la société, ce qui est sans prix est plus important que ce qui est évaluable monétairement. Être sans prix ne veut pas dire que cela ne vaut rien, mais que cela a une valeur telle que l'on ne pas y mettre un prix. Et c'est une expérience que nous faisons tous.

Imaginons, par exemple, que je sois puériculteur dans une crèche. J'ai dans ce cadre une activité éducative rémunérée, c'est-à-dire que ma force de travail est une marchandise, qui a un coût, avec un barème selon lequel on va me payer. De retour à la maison, avec mon enfant en bas âge, je fais les mêmes gestes éducatifs. Jamais je n'irais penser que les gestes "sans prix" avec mon enfant ont moins de valeur que mon activité rémunérée avec les enfants des autres.

On pourrait multiplier les exemples. Si, chauffeur de taxi à Paris, quelqu'un me demande de l'emmener au Havre, je le fais moyennant finances. Si j'y emmène ma famille, je produis le même bien : du déplacement de personnes. L'activité est la même. Dans le premier cas elle "naturellement" payante, dans le second cas, c'est "naturellement" gratuit, et nous savons parfaitement pratiquer l'un et l'autre.

Une même activité est en partie une marchandise ou peut ne pas l'être, et tout le monde sait - même les personnes le

plus engagées dans le libéralisme - que la part de notre activité qui est sans prix est la plus importante.

De plus, nous vivons dans un pays où la part de gratuité (au sens *free*) est énorme. Ainsi un budget équivalent, ou même supérieur au budget de l'État, sert à permettre le libre accès de tous aux soins. C'est-à-dire qu'une part énorme de la richesse nationale, produite par "notre" travail, "notre" activité, échappe à la répartition marchande (qui veut que "de chacun selon son travail à chacun selon son compte en banque") et entre dans

**Pour la plupart des êtres humains, ce qui est sans prix est plus important que ce qui est évaluable monétairement. Être sans prix ne veut pas dire que cela ne vaut rien, mais que cela a une valeur telle que l'on ne pas y mettre un prix.**

une répartition non marchande ("de chacun selon ses capacités à chacun selon ses besoins", ce qui est un vieux slogan communiste et anarchiste du XIX<sup>e</sup> siècle).

Je cotise en fonction de mes capacités financières, je suis soigné en fonction de

mes besoins. Et rares sont les gens qui se plaignent d'être en bonne santé sous prétexte que leurs cotisations servent à financer de façon non marchande ce bien que la société a jugé essentiel. J'ai ainsi accès aux soins non pas de façon marchande, mais d'une façon tout à fait nouvelle, très prospective, très belle sur le plan moral et sur le plan de la civilisation, liée à la solidarité de ma société, à l'invention politique d'une société qui dit que dans un pays comme la France personne ne doit mourir devant un hôpital ou devant une pharmacie. Et qui s'organise pour que cette innovation, une répartition non marchande, entre dans les faits. Et malgré l'effritement auquel on assiste, cela reste un des piliers de notre pays.

La voirie, l'éclairage public, l'école sont gratuits. La gratuité concerne énormément de biens.

Dans un quartier qui n'est pas trop cassé par la crise et par les ravages de la segmentation sociale, si vous avez un parterre fleuri au milieu du carrefour et un fleuriste dans la rue, vous allez acheter vos tulipes chez le fleuriste et vous n'allez pas les cueillir sur le carrefour. C'est-à-dire que nous savons utiliser l'éthique de la gratuité, au même titre que le marché : si cela ne m'appartient pas, je ne le prends pas de façon indue. Les deux hémisphères existent dans notre tête. Il faut en avoir conscience. Tout d'abord pour ne pas avoir l'impression que tout se vend et tout s'achète, ce qui ●●●



Édition 2016, avec une nouvelle préface et une postface sur la "Marchandise humaine". L'éclat/poche, 224 p., 8 €. La préface est également sur le blog de J.L. Sagot-Duvaurox [ici](#).

●●● n'est pas vrai et rend notre monde assez désespérant. Ensuite pour ne pas boucher une perspective de dépassement de la clôture de l'Histoire, que l'on nous annonce comme indépassable.

L'"obnubilation" marchande nous aveugle et nous empêche de voir la présence de la gratuité, non seulement dans nos vies personnelles, intimes, mais aussi dans l'organisation sociale et économique. Et il serait bon de réfléchir à comment étendre à bien d'autres domaines la gratuité, qui est bénéfique à la société, la solidarise et l'adoucit, et nous apporte personnellement, à chacun d'entre nous, des biens irremplaçables.

### La part inaliénable de la personne humaine

L'histoire a montré avec surabondance que la personne humaine pouvait être une marchandise extrêmement profitable. L'esclavage, qui est à la base de l'accumulation primitive du capital permettant l'industrialisation des pays occidentaux, était fondé sur un double processus : la transformation des personnes en marchandises, vendues sur le marché, et la transformation totale de l'activité de ces personnes en machines à faire du profit. Des fortunes gigantesques ont été ainsi construites, bases du développement du capitalisme en Occident et de son extraordinaire essor économique. La personne humaine n'est pas "par nature" une marchandise. Elle peut très bien l'être par la force de la cruauté

humaine, du désir d'exploitation ou de puissance. Cela a très bien fonctionné, du moins jusqu'à un certain point, car cela heurtait l'autre lobe de notre cerveau. D'une part les personnes transformées en marchandise en voyaient le terrible résultat dans leur existence, mais il y avait aussi tous ceux qui n'étaient pas directement bénéficiaires de ce marché et développaient une réflexion sur la li-

**l'expérience de la  
gratuité est un des lieux  
où le dogme libéral est  
démenti par les faits.**

berté humaine de façon plus générale. Il y a donc eu des mouvements de révolte.

Ainsi, chez les esclaves eux-mêmes est né notamment le refus de se faire transformer en choses que l'on entend dans le blues, dans le jazz, dans tout ce qui s'est développé de représentations de la grandeur humaine à l'intérieur du monde esclave, et qui a changé l'oreille du monde. Le blues des esclaves dans les champs de coton dit que je suis une personne inaliénable : tu peux tout faire de moi, me vendre, me battre, me tuer, me torturer, mais tu ne peux pas m'empêcher de chanter, d'inventer des formes inédites dans l'Humanité (en l'occurrence en musique), qui vont parler à l'ensemble de mes contemporains et qui vont "attester" que je ne suis pas

par nature une marchandise, que je peux être autre chose.

Ce mouvement de révolte contre l'esclavage, on le retrouve aussi, par exemple, pendant la Révolution française. C'est la première république qui ne se contente pas d'abolir l'esclavage, mais confère immédiatement la citoyenneté française, le droit d'être élu et de voter à tous les esclaves mâles. S'ils ne sont pas des marchandises, s'ils sont des gens qui participent à la richesse du pays, et des citoyens, ils ont les mêmes droits que tous les autres, et donc celui d'être élus (il y a d'ailleurs assez vite des députés à la Convention, notamment d'Haïti).

Que se passe-t-il alors ? On institue, dans les lois et dans les esprits, qu'une part d'inaliénabilité absolue existe dans la personne humaine : on peut continuer à vendre quelque chose de la personne humaine (son temps), mais la personne ne peut plus être une marchandise. Il y a une partie de chacun qui passe dans l'univers de la gratuité, du non marchand. C'est évidemment une évolution et un progrès énormes dans l'histoire de l'Humanité.

Cependant notre activité continue à être une marchandise potentielle. Quand nous allons chercher du travail, nous allons vendre notre activité moyennant finances. Cela a deux effets : mon activité est "achetée" par un acquéreur, un client qui en a besoin ; et pendant ●●●

le temps acheté, je suis subordonné à celui qui me dit ce que je dois faire.

●●● On se souvient peu que dans les vieux slogans fondateurs du mouvement communiste et du mouvement anarchiste, il y avait l'abolition du salariat - qui a d'ailleurs été très récemment supprimé des statuts de la CGT. Derrière l'idée d'abolition du salariat, il y avait que les êtres humains ne sont pas faits pour travailler moyennant finances et sous ordre, qu'ils sont faits pour travailler et pour agir comme des adultes, qui savent que l'on a besoin de l'activité humaine pour produire ce qui permet de vivre, et pour innover, développer tout ce que les progrès de la technique apportent.

Mais obnubilé par le travail salarié (l'activité humaine ne serait sérieuse que pour autant qu'on peut mettre derrière un coût réel), le mouvement, qui aurait pu s'inspirer de cette idée de l'abolition du salariat, a toujours agi pour la diminution du temps de travail.

On aurait pu formuler cela tout autrement en disant que nous agissons pour l'augmentation du temps de libre activité. C'est-à-dire s'occuper de ses enfants, faire la cour à la personne que l'on aime, construire sa maison, ramasser des champignons, ou inventer un logiciel... Des activités extrêmement multiples, pour lesquelles on ne demande à personne de payer, que l'on fait parce que cela produit un bien pour soi-même

et pour la collectivité. On entend très souvent des retraités, par exemple, dire n'avoir jamais été aussi actifs que depuis qu'ils sont à la retraite. Cette activité là produit du bien, mais un bien qui est hors marché.

L'augmentation de la libre activité a changé réellement nos vies. À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, on travaille de l'enfance à la mort, tous les jours, du lever au coucher : l'activité est entièrement marchandisée. Le

**Une des puissances de la gratuité, c'est de nous remettre dans l'espérance Elle encourage à se mettre à réfléchir, notamment à d'autres façons d'articuler le pouvoir représentatif et l'action directe des citoyens.**

droit du travail a été une construction qui garantit l'inaliénabilité de la personne humaine, à l'intérieur du temps vendu. Donc même à l'intérieur de cet achat par morceaux qu'est le salariat, je ne vends pas ma personne, je vends "quelque chose" de ma personne, le reste est inaliénable.

Voilà pour la phase optimiste. L'autre phase, c'est la situation que j'évoquais au départ, cette puissance de la repré-

sentation marchande qui rend réceptif à l'idée que celui qui ne veut pas être salarié ou celui qui défend les 35 heures, est un paresseux, que des Allemands ne le revendiqueraient pas. Si bien que, par exemple, au lieu de transformer les énormes gains de productivité que connaît l'économie mondiale en ouverture sur la libre activité, ces gains vont à la rémunération du capital (dans les 25 dernières années, 10 % de la richesse produite est passée de la rémunération du travail à la rémunération du capital).

#### **La perte de sens de l'activité humaine**

Ensuite, on dit aux salariés qu'il n'y a pas d'argent, puisque l'argent va "tout naturellement" aux gens qui ont pris l'énorme risque de mettre leur fortune en bourse (le risque de se faire broyer par une machine, c'est quand même moins grave !). Donc on ne peut pas payer plus, et il faut s'estimer heureux d'avoir du boulot. Cette configuration générale (imaginaire, intime, symbolique, idéologique) dégrade les consciences et l'objectif de civilisation qui vise à "désaliéner" l'être humain se perd, comme nos espérances et nos perspectives politiques.

Sur le plan qualitatif, la situation est plus grave encore du fait du nouveau management, dont l'objectif est de dire que puisque l'on est coincé par les 35 heures, les 5 semaines de congés payés et une série de lois qui empêchent ●●●





Cahier des actes du séminaire Communisme. Y sont réunies les introductions de Paul Ariès et Bernard Calabuig et les interventions des participants. Ancrée dans le concret des expériences menées dans divers secteurs et à des échelles différentes, la discussion soulève des questions de fond : la gratuité comme facteur de partage et de pouvoir, d'émancipation, amorce d'alternative. Disponible sur [communistesunitaires.net](http://communistesunitaires.net).

●●● d'exploiter la personne autant qu'on le voudrait, alors ce que l'on perd quantitativement, on va le gagner qualitativement.

Il y a trente ans, un maçon pouvait montrer à son gamin la maison qu'il avait construite, pour des gens qui au lieu d'avoir froid avaient un toit. Il avait raison d'en être fier parce qu'utile à la collectivité, et l'enfant pouvait être fier de son père : une fierté d'avoir produit le sens de son existence, même à l'intérieur de son temps vendu. Quelque chose d'inaliénable, de sans prix, qui n'est pas évaluable monétairement, s'était passée à l'intérieur de l'activité vendue. Mais quand le père ou la mère de famille arrive aujourd'hui en ayant fait monter l'action Bouygues, l'effet n'est pas le même.

Or, tout le management maintenant vise à dire aux gens que leur objectif (c'est le fameux esprit d'entreprise) n'est pas de créer une collectivité humaine, par exemple. Le véritable objectif, c'est l'augmentation qualitative de l'aliénation au sein du travail. On ne se suicide pas au travail pour des problèmes de salaire, on se suicide pour des problèmes de sens. Ma vie n'a plus de sens, mon travail est devenu un enfer, on me met en guerre contre tout le monde. Le plus important, ce qui est "sans prix", c'est ce qui est attaqué dans cette forme de "remarchandisation" de la personne humaine.

L'autre nouveauté galopante, c'est ce que l'ancien PDG de TF1 avait dit de façon

très crue quand il décrivait son métier : vendre du temps de cerveau disponible. Tout le monde admettra que notre temps de cerveau, c'est une partie de nous-mêmes. Il y a donc des gens dont le métier est de le vendre. Ainsi, par exemple, TF1 va vendre du temps de cerveau disponible – de bourrage de crâne – disons à Total ou Elf. Cela veut dire que non seulement une partie de nous-mêmes (la partie noble, notre temps

**Le droit du travail a été une construction qui garantit l'inaliénabilité de la personne humaine, à l'intérieur du temps vendu.**

de cerveau) est transformée en marchandise, mais aussi que des fonctions essentielles du langage, liées au caractère inaliénable de la personne humaine, se désagrègent. Parce que, dans cette configuration, ce qui compte est l'un des aspects du langage qui est la séduction. Tout ce qui sert dans le langage à la transmission, l'information, l'échange, etc., disparaît. Ainsi TF1 organise ses informations télévisées, par exemple, non pas pour que ce soit le plus utile sur le plan civique ou le plus véridique sur le plan information mais le plus efficace sur le plan de l'ameublissement de notre cerveau, bien disposé ensuite pour la page de pub qui vient juste après.

Un de ces effets, c'est la segmentation de la société. On ne peut plus se parler, il n'y a plus de langage commun. Cette segmentation prend un caractère très grave aujourd'hui, avec la disparition d'un imaginaire commun et le fait que nombre de groupes humains vont se réfugier dans de l'infra langage. Une société incapable de se parler et de produire de l'imaginaire commun se met à se segmenter, à s'apeurer, à se rapetisser en petits groupes de plus en plus éloignés les uns des autres. Si ces groupes ne se parlent pas, ne construisent pas la réalité du pays, pour le XXI<sup>e</sup> siècle, les problèmes que l'on voit pointer vont devenir très lourds.

**La gratuité, une question politique**  
La gratuité n'est pas une mesure sociale, ou de charité, c'est d'abord une mesure politique.

L'effondrement de l'expérience communiste au XX<sup>e</sup> siècle a suscité l'idée qu'au fond, le monde tel qu'il est aujourd'hui est indépassable. Est indépassable le marché comme système de répartition des biens, le capitalisme comme système de production (c'est-à-dire le libre marché, la libre entreprise comme système de production des biens), l'État représentatif comme système de gouvernement, la domination occidentale comme pointe du progrès humain. Toute une série de frontières dont on nous dit qu'elles sont le terme de l'histoire de la liberté humaine, que toute la liberté possible est atteinte,

●●● par exemple en matière de répartition des biens, avec le marché. On a tenté d'aller plus loin et ce fut pire : non pas davantage de liberté, mais moins.

Or, la gratuité est l'affirmation du contraire, elle existe et elle demeure intégrée dans la représentation profonde que nous avons de notre société et de notre vie ensemble. On nous a dit que "de chacun selon son travail à chacun selon son compte en banque", c'était le terme de l'Histoire. Ce n'est pas vrai : on a testé autre chose, cela marche très bien et même plutôt mieux : les bus sont mieux remplis et moins dégradés quand ils sont gratuits. Donc l'expérience de la gratuité est un des lieux où le dogme libéral (que j'appelle dogme libéraliste) est démenti par les faits. On a de nombreux indices du caractère bénéfique à tous points de vue du dépassement de la répartition marchande. Par exemple, grâce à la Sécurité sociale il y a en France 5 ans d'espérance de vie de plus qu'aux États-Unis et la médecine coûte 5 ou 6 fois moins cher.

Peut-être peut-on alors élargir encore la question à d'autres champs, d'autres lieux ? Il n'y aurait pas mieux que le capitalisme ? Le modèle occidental sur le monde serait le *nec plus ultra* ? En tant qu'animateur d'une compagnie théâtrale à Bamako, je sais que c'est une question absolument cruciale : construire la capacité à s'autoriser à produire son propre imaginaire et à le mettre en conversation

avec les autres, sans se dire qu'il faut faire comme les blancs, ou comme l'Europe sous prétexte que l'Europe entend nous dicter ce qu'il est bien de faire. Cela nous trace un tout autre monde, qui est déjà à l'œuvre lui aussi.

### **La gratuité ouvre un champ politique : il s'agit de créer des situations dans lesquelles le gouvernement de la vie collective se modifie dans le sens de l'émancipation.**

Donc une des puissances de la gratuité, c'est de nous remettre dans l'espérance. La vie a changé dans les bus d'Aubagne, quelque chose s'est adouci. Il y a eu certes une décision du pouvoir représentatif de l'Agglo, mais, en fait, ce sont les personnes qui se déplaçaient qui ont donné corps à cette modification importante du rapport aux déplacements. Et cela s'est fait à la mode aubagnaise. L'Agglo de Dunkerque va passer à la gratuité, et ce sera sûrement différent, parce que les habitants de Dunkerque vont donc inventer leur propre façon de faire vivre cette nouvelle liberté d'accès aux déplacements. Cela encourage donc à se mettre à réfléchir, notamment à d'autres façons

d'articuler le pouvoir représentatif et l'action directe des citoyens.

J'en reviens à l'idée du dépérissement de l'État et de son remplacement par la libre association. Nous sommes des adultes, nous pouvons nous associer. C'est une expérience que nous connaissons tous : si je crée une association, je gouverne collectivement son activité, nul besoin que l'État me dise quoi faire. La gratuité nous amène à repenser cette articulation et peut-être à faire diminuer la part dans laquelle nous nous mettons dans une position infantile, celle de l'obéissance aux lois. Certes, il en faut, mais, par exemple, dans un bus gratuit, il n'y a plus de répression de la fraude. On peut donc imaginer une situation où toute une partie de la coercition disparaît, sans aucun inconvénient mais bien plutôt avec beaucoup d'avantages.

### **La gratuité, une tension vers l'émancipation et l'égalité**

La question de la liberté, c'est "la question" politique : aller vers une société qui s'émancipe, ou au contraire se réfugier sous la direction de pouvoirs. J'ai parlé de l'esclavage, mais prenons l'émancipation féminine : c'est un immense mouvement dans lequel les femmes disent ne plus vouloir être considérées comme des mineures. Voter elles-mêmes, ouvrir un compte en banque sans en demander l'autorisation. Pour en arriver là, il y a eu une "tension" dans la société vers l'émancipation.

●●● L'autre point très intéressant dans la gratuité, c'est qu'elle produit un espace où tout le monde est à égalité. Que je sois fils de notaire ou fils d'un chômeur, je prends le bus, on y voyage ensemble, on se parle ou pas, mais on est à égalité. La république a besoin de ces lieux d'égalité, qui sont trop rares. C'est aussi la puissance de la gratuité par rapport à la tarification sociale. La gratuité ouvre un champ politique : il s'agit de créer des situations dans lesquelles le gouvernement de la vie collective se modifie dans le sens de l'émancipation. Il y a un champ énorme à travailler, par exemple celui de l'école qui a énormément régressé. La ségrégation urbaine fait qu'il y a de bonnes et de mauvaises écoles, et c'est la question de la gratuité dans son aspect politique qu'il faut retravailler pour que l'école gratuite puisse être aussi attractive pour l'ensemble de nos enfants, et qu'il y ait au moins un endroit où ils puissent se dire qu'ils sont ensemble.

Réfléchissons peut-être à ce qui pourrait se développer sur le plan des gratuités. La gratuité arrive toujours, dans toutes les discussions officielles, sur la question de la tarification des services publics. Des villes la pratiquent, d'autres encore voudraient s'en débarrasser et n'osent pas. Mais quelque chose se produit : ces expériences créent de la discussion, du débat, de bonnes choses en politique.

Chacun a évidemment le droit légitime de penser ce qu'il veut, il n'y a pas de vérité en politique, puisque qu'elle ne fait pas émerger la vérité des choses mais rend concrets les désirs des gens. Si je ne souhaite pas vivre dans une société où les bus sont gratuits, parce que j'estime que les gens ne verront plus la valeur des choses, et que j'arrive à en convaincre la majorité de mes concitoyens, je suis aussi légitime que ceux qui pensent le contraire. On est là dans un débat politique très fort. Moi qui suis favorable à la gratuité, j'essaie de convaincre mes concitoyens pour arriver à un dépassement du système qui ne soit pas totalitaire, qui me transforme en adulte, et non pas toujours en mineur suivant ceux qui nous gouvernent et décident pour nous.

Cela mérite que l'on y réfléchisse, et les pistes sont nombreuses.

### **La gratuité, un objectif mondial**

Un autre exemple qui me paraît un symbole assez intéressant, c'est la gratuité des funérailles. Tout le monde malheureusement a l'occasion de perdre un proche. Il faut alors se coltiner les pompes funèbres, qui vous montrent des catalogues, essaient de vous vendre un modèle "supérieur". On est confronté à une situation répugnante où le marché ne devrait pas avoir sa place. Des gens ont décidé que tous les habitants de la commune seraient enterrés gratuitement (le coût, d'ailleurs, n'est pas très

élevé). Lors d'un décès, au lieu d'avoir un marchand en face de soi, la collectivité s'occupe de tout, et l'on peut pleurer son mort sans s'inquiéter du reste. Cela montre combien la question de la gratuité peut être un germe d'humanisation de nos sociétés et, au fond, un puissant germe de résistance à l'empire de l'argent et du marché.

Je termine sur une dernière piste. Je vis beaucoup entre le Mali et la France. Au Mali, si vous avez une plaie qui s'infecte et besoin de pénicilline pour éviter la septicémie, si vous n'avez pas l'argent, vous allez devant la pharmacie pour demander à ceux qui passent de vous donner de quoi payer. Mais le passant a déjà sa famille et, bien souvent, il vous éconduit poliment. C'est terrible. En étant entre les deux pays, on voit l'extraordinaire avancée de civilisation que constitue l'assurance maladie. Donc un objectif internationaliste (comme on disait autrefois) serait d'avancer vers une sécurité sociale mondiale- y compris dans notre intérêt pour que les maladies transmissibles étant alors gratuitement soignées, on évite des contagions. Et de façon plus générale se fixer comme objectif une sécurité sociale mondiale est une rupture directe avec l'ordre actuel du monde. Un ordre qui n'est ni juste, ni satisfaisant.

● Synthèse établie par **Cerises**



# Nuit Debout, Nuit déroutante

**E**t si ce qui se passe d'important avec le mouvement Nuit Debout était ce qui en est le moins palpable ? Il y a ce qu'un passant perçoit, à République ou à Saint-Denis le 13 avril. À Paris, ce mélange de prises de paroles sur des luttes précises et des grandes idées pour refaire le monde. Ce début de travail en commission qui prend tout son temps pour définir des façons de faire qui sont aussi des choix de fond - des réunions de femmes non-mixtes inclusives (donc ouvertes aux femmes trans...) - ou va directement inciter à des petites actions personnelles et concrètes - retirez votre argent des banques et placez-le à la banque alternative NEF..

À St Denis, ces prises de parole de toutes les luttes de la ville : sans-papiers, parents mobilisés, habitants expulsés et non-relogés, salariés d'une maison de retraite qui commencent une grève le lendemain et viennent chercher du soutien... Il y a la joie d'être ensemble, le



bonheur de se parler, l'espoir que tout peut-être réinventé. Et un formidable sentiment d'énergie, de force tranquille, un démenti cinglant à ceux qui disaient que le "mouvement social" était atone...

Il y aussi - et surtout ? - du moins palpable et dont on ne peut dire ce qu'il produira. La première chose est la politisation d'une génération. Que ce soit des grands événements de l'Histoire (la guerre d'Algérie), des plus petits (un mouvement étudiant ou lycéen), des conflits durables (la situation en Israël Palestine), ils politisent différentes générations à leur tour. Que produira cette première fois pour ces jeunes engagés dans les Nuits Debout ? La place donnée à la parole de chacun, la non-violence dans les échanges, la recherche du consensus, la volonté de vivre ce que l'on dit vont sans doute produire une politisation particulière dont on peut espérer qu'elle introduise des antidotes aux maladies récurrentes des organisations politiques. Ces jeunes arriveront-ils à les inoculer dans des organisations existantes ? Créeront-ils autre chose ?

La seconde est le changement de climat. Liée au succès du mouvement contre la loi El Khomri, à l'écho du film *Merçi patron*, le retour de la question sociale éclipse un temps la surenchère identitaire et anti-musulman et jusque-là les tentatives, par exemple d'un Valls avec la non-question du voile à l'université, de la ramener au devant de la scène, ont fait flop. Marine Le Pen se fait moins entendre. En même temps que paraissent les enquêtes *Panama Papers*, ce mouvement social remet en difficulté l'idéologie de la finance et du néo-libéralisme. Et le lancement d' "En Marche" par Emmanuel Macron semble tout d'un coup incongru. Le fond de l'air est un peu plus rouge et vert, un peut moins vert dollar ou vert de gris...

Enfin, dans ce changement, le plus imperceptible est



Nuit Debout à Saint-Denis, le 13 avril.

sans doute l'inquiétude qu'il crée chez les professionnels du système politique. On le ressent à travers les questions des journalistes-commentateurs-politiques. "Mais que veulent-ils ?" ; "Où vont-ils ?" ; "Combien de temps cela va-t-il durer ?" - "On est en train d'y réfléchir", "On y va pas à pas", "On vient seulement de commencer" semble répondre le mouvement des places. Les professionnels de la politiques - et aussi les militants, un peu, il faut l'avouer - sont déroutés. Ce mouvement sort des clous, de la route habituelle République-Bastille-Nation. Pour suivre une idée de Jacques Rancière, c'est là peut-être que commence la politique. Là où la politique dominante serait la *polis* - chacun doit rester à sa place -, ce qu'il appelle la politique, celle qui en est vraiment une, commence quand des personnes veulent bouger les places assignées aux uns et aux autres, changent les règles du jeu et ne s'intéressant pas seulement à savoir qui gagne ou perd (toujours les mêmes). Sur ces places, ça déplace, ça dérouté et c'est peut-être d'abord ça qui est important...



● Stéphane Lavignotte

## La Société générale propose une carte Panama gratuite à Jean-Luc Mélenchon

« *Menteur devant être châtié.* » Le tweet de Jean-Luc Mélenchon à propos du PDG de la Société Générale, Frédéric Oudéa, aura fait l'effet d'un pavé dans une vitrine d'agence bancaire. Il faut être franc : le nez de Frédéric Oudéa a de nouveau poussé. Avoir affirmé à propos des paradis fiscaux « *Nous avons fermé nos implantations dans les pays figurant sur la liste grise. C'est-à-dire, en pratique pour nous, à Panama. Nous n'avons plus d'activité dans ces pays.* » a fait prendre 5 cm à son appendice nasal.

Le PDG, fébrile, a aussitôt appelé le Premier ministre. « *Je suis dans une mouise à la Cahuzac. Il y a parjure. Mes déclarations de 2012 sont contraires aux informations des Panama Papers.* » « *Fais comme moi avec les jeunes. Mets un peu d'argent sur la table.* » aurait répondu le Manuel Valls, toujours de bon conseil. Après avoir fait une analyse de risques, la banque a donc décidé d'offrir gratuitement une carte Panama à Jean-Luc Mélenchon plutôt que de porter plainte contre lui. Le magnifique candidat à la présidentielle va convoquer (démocratiquement) un Conseil de famille pour étudier la proposition de la SocGen. Le bruit court qu'il préférerait ouvrir un compte au Crédit Lyonnais, comme Lénine en 1910 à Paris.

La carte Panama offre pourtant plein d'avantages. Elle permet au client argenté d'accéder à une société off-shore, enregistrée à l'étranger, dans un pays où le titulaire n'a pas besoin de mettre les pieds. Jean-Luc Mélenchon pourra alors déclarer les bénéfices de sa start-up *La France insoumise* dans ce pays sans

impôt pour les riches. Il bénéficiera de lois lui permettant de faire à l'étranger ce qu'il ne peut faire chez lui. Mieux ! Il pourra ouvrir un compte bancaire en disparaissant derrière un rideau de fumée. La carte Panama permet en effet d'utiliser des prête-noms locaux pour masquer le véritable propriétaire d'une société.

La carte donne droit à l'option "fraude fiscale", systématiquement proposée, avec un montage façon poupées russes qui ne pourrait que séduire Jean-Luc Mélenchon. L'opacité de cette

option est idéale pour le blanchiment d'argent issu d'activités criminelles (trafic de cocaïne, traite d'êtres humains, racket et banditisme.) « *Deux mille milliards de dollars par an.* » précise Interpol.

Dans les assurances fournies avec la carte Panama : un cabinet d'avocats véreux, le relevé de dépenses à l'encre sympathique. Et pour deux sociétés écrans créées, la troisième est offerte. Pour 5 000 points cadeaux, le titulaire gagne un séjour

d'une semaine dans une résidence Balkany ou l'intégrale des films d'Almodovar.

Aux dernières nouvelles, Mélenchon, prenant de court sa famille, aurait tweeté : « *Je ne veux pas de la carte de ce Pinocchio d'Oudéa.* »

Autant le dire tout net : ça sent la socialisation des banques...



● Philippe Stierlin



# Ne nous enfermons pas dans de vieux schémas

**Le dossier “Au-delà du retrait de la loi Khomri, l’alternative que nous voulons et Mélenchon” de Gilles Alfonsi a suscité une réaction d’Etienne Adam, que nous publions, suivie d’une réponse de l’auteur. Le débat continue.**

Pour que les choses soient claires, nous avons sur la candidature de JLM des positions différentes : Gilles Alfonsi – est-ce la position de l’ACU [Association des communistes unitaires] puisque depuis deux *Cerises* c’est le seul qui s’exprime ? - a fait d’ores et déjà le choix de JLM, je suis critique sur ce qu’il dessine en termes de positionnement assez loin de celui de 2012. Mais ce n’est pas l’essentiel : l’argumentation de ce soutien dans l’article repose sur une singulière sous-estimation du mouvement social, de ses effets politiques potentiels.

A certains moments, G. Alfonsi fait comme s’il ne s’était rien passé ces dernières semaines qui puisse changer le cadre institutionnel : il n’est fait aucune mention de l’aggravation de la crise politique sous ses deux aspects de crise de représentation et de crise institutionnelle. Gilles fait comme si la crise de représentativité ne nous a pas frappés nous-mêmes, et qu’un travail de reconstruction préalable n’était pas nécessaire, il suffirait de repartir d’un acquis définitivement acquis. Nulle évocation même rapide de la crise institutionnelle qui, elle aussi, peut bouleverser le déroulement des prochaines échéances (la crise du présidentialisme, de la 5<sup>e</sup> est aujourd’hui patente).

Mais c’est dans l’appréciation du mouvement - et ses potentialités politiques - que nos divergences sont sans doute les plus fortes. Gilles écrit « *comment aller au-delà de l’objectif d’infliger une défaite au gouvernement, ce qui ne changerait rien - ou si peu - à la domination écrasante du néolibéralisme ?* » Je persiste à penser qu’une victoire sur la loi travail est source d’accentuation de la crise mais aussi contribue à donner un caractère large à une critique du libéralisme et même à un besoin de dignité, d’émancipation, de libération humaine. Transformer le mouvement en « législateur collectif », c’est aussi ouvrir la porte concrètement à une réforme constitutionnelle, à une révolution démocratique. Le mouvement n’est pas centré sur la résistance et pris entre deux pôles l’un syndicalo-syndical classique et l’autre libertaire radical mais se désintéressant de l’alternative. Il est pour le moins curieux d’en reconnaître les

potentialités et de s’enfermer dans une lecture classique de division du travail entre parti et syndicat, je croyais que nous avions acquis en commun une autre vision.

Nous sommes d’accord, il ne suffit pas d’être les meilleures activistes du mouvement, on ne peut pas même se contenter d’être présents pour « *se contenter de dire dans le mouvement la nécessité de résister et de faire converger les luttes, celle de porter des valeurs, ou celle de construire une alternative* ». Mais le meilleur moyen de donner une dimension d’alternative à ce mouvement est-elle que la question des élections de l’année prochaine soit posée maintenant à une très grande majorité qui ne les a même pas en tête ? Je suis de ceux qui tiennent le « *raisonnement suivant : il faudrait se concentrer entièrement sur le mouvement contre la loi El Khomri, voir et participer à ce qui peut en advenir, en essayant qu’émerge à partir de lui une dynamique porteuse d’alternative ; cela supposerait, dans un premier temps, de ne pas s’occuper des élections... la démarche de Mélenchon relèverait de la formulation classique d’une offre politique* ».

L’argumentation de Gilles se fonde, hélas, sur une telle vision classique, refermée sur l’institutionnel même s’il évoque « *y compris pour en relativiser la place et pour appeler à voir plus loin que les urnes* » comme un rappel de principe pour plus tard. Les lignes de force de sa justification sont :

- la notoriété médiatique de JLM : « *Plus de 90 000 personnes (tout de même !) ont à ce jour cliqué sur le site jlm2017 pour le soutenir.* » Et alors l’appel contre la loi travail a réuni un million et demi de personnes, faut-il présenter Caroline de Haas ? C’est là une forme de primaires dissimulées qui ne se préoccupe que des chiffres.

- les sondages « *ne doit-on pas convenir que les sondages qui lui prêtent actuellement un score à deux chiffres montrent qu’il est dès à présent susceptible de réaliser une percée* » dont l’usage est assumé par Gilles. Quelle validité peuvent avoir des sondages situés en dehors de tout contexte électoral réel à un moment où le champ du débat public et le champ politique sont en train de se modifier ?

Tout ceci risque fort d'être - ou du moins d'être perçu par nombre de porteurs de radicalité - comme une tentative de réinstallation de la démarche et du système politique. En imposant aujourd'hui le temps des échéances institutionnelles comme repère de l'alternative n'enferme-t-on pas cette alternative dans un champ où nous sommes perdants ? Ne se prive-t-on pas d'un écho que nous pourrions avoir dans les mouvements en termes de proposition de subversion institutionnelle en se plaignant à l'élection présidentielle telle qu'elle est.

Il est d'ailleurs réducteur d'enfermer le choix politique dans le dilemme JLM ou la primaire avec Hollande, d'oublier d'autres propositions comme celles d'Ensemble ! sur la construction d'un commun à partir de forums, par exemple, avec une intervention sur l'abolition du chômage comme choix politico-social alternatif.

Mais ceci suppose de refuser de censurer ce qu'il y a de neuf et d'espoir au nom d'un pessimisme qui n'est pas celui de l'intelligence qui permettrait l'optimisme de la volonté, mais l'effet de l'accumulation de nos propres échecs (Et ceci n'est pas un reproche individuel à G. Alfonsi mais la nécessité de se rappeler nos histoires collectives).

## ● Etienne Adam

### La réponse de Gilles Alfonsi

N'est-il pas curieux de me reprocher de faire comme « *s'il ne s'était rien passé ces dernières semaines qui puisse changer le cadre institutionnel* » tout en qualifiant le mouvement en cours de « *mouvement social* » ? Est-il juste d'affirmer que je n'ai pas abordé dans mon dossier la crise politique ? C'est factuellement faux. Etienne Adam énonce cependant correctement le désaccord entre nous, lorsqu'il évoque « *la crise de représentativité* » qui « *nous* » (?) a « *frappés* » et la nécessité d'une « *reconstruction préalable* ». Je persiste à penser que dans le mouvement des idées et des luttes, il n'y a pas un ordre du type, premièrement le mouvement social, deuxièmement

l'alternative, troisièmement les candidats et quatrièmement les urnes. Une telle logique reproduit la césure entre social et politique, renvoyant la construction d'une alternative politique à... plus tard. Au contraire, nous avons besoin de forces et d'espaces politiques qui posent dès à présent la question de l'alternative, non pas comme une offre politique extérieure au mouvement mais en son sein.

J'assume tout à fait d'écrire : « *comment aller au-delà de l'objectif d'infliger une défaite au gouvernement, ce qui ne changerait rien - ou si peu - à la domination écrasante du néolibéralisme ?* ». Ce qui me paraît intéressant et porteur dans l'occupation des places publiques, c'est précisément d'aller au-delà de l'exigence du retrait de la loi travail. Cela ne veut pas dire qu'une telle victoire serait sans importance.

Si l'on espère que le mouvement va se transformer en législateur collectif et que cela pourrait ouvrir la voie à une révolution démocratique, alors qu'il soit permis de remarquer que cette exigence de révolution démocratique est portée depuis quelques années par le Front de gauche, par Ensemble !... et par Jean-Luc Mélenchon. Constituante, révolution démocratique, VI<sup>e</sup> République, il est assez curieux que certains s'attachent à faire comme si Mélenchon ne portait pas avec force et talent ces exigences. Par ailleurs, on peut bien sûr considérer comme sans importance sa notoriété médiatique et les sondages... mais c'est une forme de déni. Surtout, ce qui importe, c'est la coïncidence entre le mouvement et les positions qu'avec Ensemble !, notamment, nous exprimons, ainsi que... Jean-Luc Mélenchon.

### La réponse de Cerises

*Cerises* n'est pas l'organe central de l'Association des communistes unitaires. Dans notre hebdomadaire d'opinion, chaque auteur assume ses positions. Comme depuis 2008 et 287 numéros, *Cerises* est ouvert au débat : une nouvelle preuve en est donnée dans ce numéro.



GUIDEL, 27-30 AOÛT  
**3<sup>e</sup> université  
 ENSEMBLE!**

Des débats plus passionnants les uns que les autres... et la mer à deux pas.  
 Des bungalows permettant d'en faire un moment de vacances pour soi et sa famille.

Un barème « tout compris » progressif et solidaire, du samedi après-midi au mardi midi, avec des facilités de paiement.

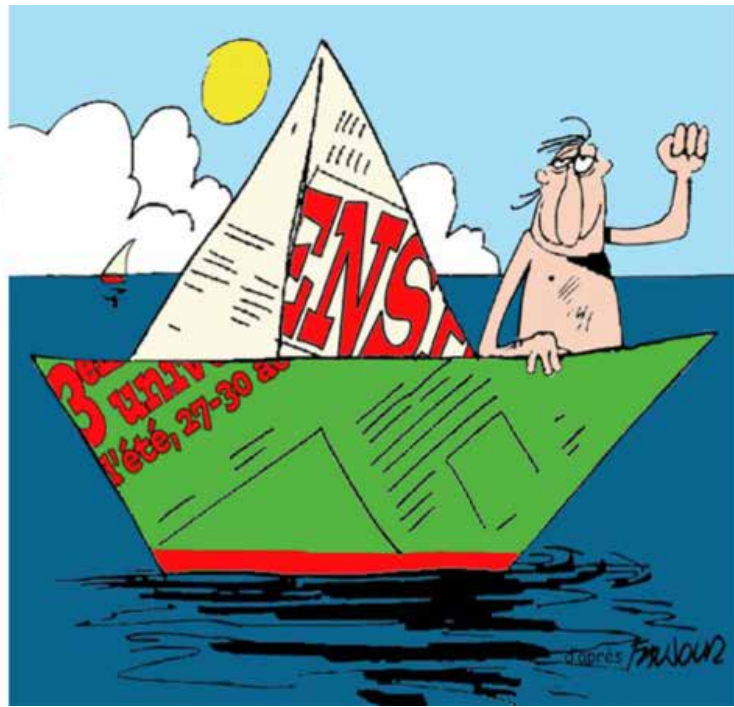
Trois jours pour se tonifier les neurones !

Inscrivez-vous vite et avant le 31 mai



RENSEIGNEMENTS  
 INSCRIPTIONS

Ensemble UDT,  
 26 rue Malmaison,  
 93170 Bagnolet  
 ensembleguidel2016



● **Macron – Hulot, même combat ?** Le militant écologiste a confirmé sur //LCI// avoir des « convergences » avec le ministre des Finances, notamment sur la question du dépassement du « *clivage gauche - droite* ». Cependant, il souhaite en « *savoir plus* » sur la conception macronienne du libéralisme, car « *nous avons besoin de régulation et de réglementation pour éviter les excès du capitalisme, qui creusent les inégalités, qui détruisent les ressources naturelles* ». Suggestion : pour en savoir plus, Nicolas Hulot pourrait se renseigner sur la politique économique du gouvernement et lire Macron dans le texte. Question subsidiaire : que pense Noël Mamère des propos de celui dont il souhaite ardemment la candidature en 2017 pour représenter les écologistes ?

● **Supercherie.** Dans une tribune publiée par *Libération* intitulée « La supercherie antiraciste », le président de la Ligue contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA) dénonce une « *offensive antirépublicaine actuellement à l'œuvre* ». Découvrant que l'extrême-droite n'a « *plus le monopole du racisme et de l'antisémitisme* », il dénonce « *la mystification, qui s'est présentée à l'opinion sous les traits d'un antiracisme adapté aux identités plurielles - issues de l'immigration, marquées par la mémoire de l'esclavage, la colonisation - et affilié à la gauche* »... Pour Alain Jakubowicz, « *la politisation de l'antiracisme est une imposture et une impasse derrière laquelle se cachent "l'anticapitalisme, l'anticolonialisme, l'anti-impérialisme", "l'antisionisme", "la lutte des races sociales"* ». Et elle serait le ferment d'un « *nouveau totalitarisme* ». Ne faudrait-

il pas cesser de se cacher derrière le rabâchage rhétorique sur « *l'universalité de nos valeurs et l'unité du genre humain* », qui masque aujourd'hui tant d'inégalités, d'injustices, de discriminations et... d'identités plurielles ? Ne serait-il pas temps de cesser de pratiquer le deux poids deux mesures consistant à dénoncer le « *silence assourdissant (...) face à la condamnation de l'antisémitisme* »... en faisant silence contre l'islamophobie ?

● **Débat interdit.** Le secrétaire d'État aux Relations avec le Parlement, Jean-Marie Le Guen, vient de tenter de relancer le débat sur la légalisation du cannabis : « *Le cannabis est une très mauvaise chose pour la santé publique, en particulier chez les jeunes. Mais la prohibition n'amène pas une diminution de la consommation. (...) Dans beaucoup de quartiers, une contre-culture s'est installée, (...) la loi est bafouée, malgré les forces de police, malgré l'intention de la justice, depuis des décennies. Je propose que le Parti socialiste dise enfin la vérité, propose une vérité : l'interdit moral ne crée rien du tout, il crée beaucoup de dégâts dans la société française. Il faut peut-être aller vers des mécanismes de légalisation contrôlée, et surtout avec des politiques d'éducation et de santé publique* ». Réponse du porte-parole du gouvernement Stéphane Le Foll : « *Il n'y a aucune piste de travail ni de réflexion engagée au gouvernement sur cette question* ». Au lieu d'être tétanisé par les accusations de laxisme de la droite et de l'extrême-droite, il serait pourtant temps de réfléchir à l'échec de la répression, à la dépénalisation de l'usage de drogues et à la légalisation du cannabis.

**Cerises**

publication de l'Association  
 des communistes unitaires

- Noyau -

Gilles Alfonsi, Gilles Boitte,  
 Michèle Kiintz, Roger Martelli,  
 Philippe Stierlin, Catherine Tricot,  
 Pierre Zarka.

cerises@plateformecitoyenne.net

Abonnement gratuit en ligne :  
<http://plateformecitoyenne.net/cerises>

[www.cerisesenligne.fr](http://www.cerisesenligne.fr)



MEDIAPART

